

# transform!

Réseau européen pour une pensée  
alternative et un dialogue politique

newsletter 05 2012

## Un spectre hante l'Europe

*Walter Baier et Elisabeth Gauthier, transform! europe*

Un spectre hante l'Europe. C'est le spectre d'un changement de politique de l'Union européenne, mis à l'ordre du jour par la victoire électorale du SYRIZA et le résultat des élections présidentielles françaises. Et une fois de plus, tous les pouvoirs de la vieille Europe ont uni leurs forces pour une guerre sainte contre ce spectre : le président de l'UE, Barroso, le Fonds monétaire international, la Banque centrale européenne, le ministre allemand des Finances, et les medias du traditionnel courant conservateur, qui penchent du côté du manche.

Ceci a une conséquence : l'exigence que SYRIZA met en avant au nom du peuple grec de mettre fin à la barbare politique d'austérité et d'annuler la partie illégitime de la dette nationale grecque remet en question toute la politique d'austérité de l'Union européenne. Ce que demande SYRIZA n'est pas le départ de la Grèce de l'Union européenne, mais - et c'est ce en quoi consiste le défi - un changement de politique des institutions européennes - non seulement à l'égard de la Grèce, mais à l'égard de tous les peuples d'Europe. De quoi la Commission européenne, la Banque centrale européenne et le Fonds monétaire international peuvent-ils se vanter pour justifier la poursuite de la politique actuelle ? En dépit des trois « plans d'austérité » imposés par la « troïka » et de toutes leurs conséquences sociales dramatiques, l'endettement public du pays a plus que doublé depuis 2010. Continuer dans cette voie signifie provoquer délibérément l'effondrement économique et social de la Grèce. C'est l'opposition à cette logique fatale qui a permis que les résultats des élections du 6 mai fassent de SYRIZA la deuxième force politique du pays. C'est cette vérité que Merkel, Barroso et co refusent de croire.

Le message qu'ils adressent à la Grèce et aux peuples d'Europe est le suivant : soit vous acceptez les programmes d'austérité, la réduction de votre niveau de vie, le démantèlement des lois sociales et du droit du travail, la destruction des systèmes publics de santé et d'éducation, c'est-à-dire l'approfondissement des inégalités sociales, soit nous vous excluons des marchés internationaux. La soumission ou l'expulsion. C'est ce à quoi ressemble leur démocratie.

Depuis le 6 mai, l'Europe se trouve à un carrefour. Les élections indiquent un changement d'équilibre des rapports de forces en France, en Grèce et à l'échelle européenne. Deux voies, deux logiques. L'une d'elles sacrifie les économies nationales dans leur ensemble et les états

sur l'autel des marchés financiers. Elle apporte privations et souffrances pour les peuples, mais aucun moyen pour sortir de la crise. Au contraire, elle menace d'engloutir l'intégration européenne et, avec elle, la démocratie. L'autre logique exige une annulation des dettes illégitimes, la socialisation du secteur bancaire et financier, la redistribution des revenus du haut vers le bas, la lutte contre la corruption et une reconstruction de l'économie réelle en Europe selon des normes écologiques. L'Europe doit choisir entre l'austérité et la croissance et l'emploi. Cela nécessite une rupture avec la dictature des marchés financiers et le remplacement de l'actuel pouvoir des élites dans les États et dans l'UE. Faire ce choix est le droit souverain de chaque peuple et de tous les peuples d'Europe.

Vingt grèves générales de masse dans toute l'Europe, de nombreuses manifestations de masse, l'occupation de grandes places dans les capitales montrent que des millions d'Européens souhaitent ce changement d'orientation politique.

Cela nécessite une mobilisation dans chaque pays ainsi qu'une solidarité européenne. Au cours des derniers mois, un pas en avant a été fait pour rassembler les forces sociales, syndicales et les forces politiques au niveau européen. Dans un appel public, de grandes voix allemandes, syndicalistes et intellectuels, ont exigé une nouvelle politique. Un processus pour un nouveau sommet alternatif des peuples européens donne un signal très visible pour une telle alternative politique. Le Parti de la Gauche européenne et le réseau transform! font partie de ce processus de rapprochement des peuples.

Aujourd'hui, la gauche grecque est aux avant-postes de cette lutte européenne pour une alternative politique. La préoccupation du SYRIZA est non seulement de résister, mais aussi de modifier la règle de l'Europe. Contrecarrer les tentatives des « pouvoirs de la vieille Europe » pour intimider la population grecque signifie travailler pour le renouveau démocratique et social de l'Europe.

## Elections en Grèce

# Climat d'extrême polarisation politique

*Nassos Eliopoulos, Secretary de la Jeunesse de Synaspismos*

Il est évident que nous nous trouvons au cœur d'une période de transition à partir de laquelle doit émerger un nouveau point d'équilibre, après d'importants conflits politiques et sociaux.

Ce qui est en jeu dans les nouvelles élections est la régulation politique de la crise. La mise en œuvre, en d'autres termes, du même programme d'austérité développé depuis plus de deux ans maintenant, la dévaluation interne en Grèce et en Europe. Le renversement éventuel de ce programme dans un seul pays donnera un nouvel élan au mouvement syndical et aux organisations politiques de gauche dans toute l'Europe.

Un tel renversement pourrait montrer comment il est possible de mettre en échec une logique politique TINA qui entérine le fait que la sortie de la crise ne peut avoir lieu qu'au détriment des droits des travailleurs. Depuis deux ans, la gauche radicale en Grèce défend l'idée qu'il existe une voie alternative. C'est une voie qui accorde la priorité aux besoins de la société et non à la spéculation du capital et à ses privilèges. Nous ne pouvons plus vivre dans un pays où un salarié avec deux enfants paie un impôt sur le revenu de 37,8%, alors que l'entreprise S.A. paie un impôt de 20%, et ce dernier devrait être encore abaissé à 15%.

Une chose est certaine : les prochaines élections auront lieu dans un climat de polarisation sociale et politique extrême. La Coalition de la gauche radicale a été, et est toujours, la cible d'un assaut farouche livré par la quasi-totalité des forces politiques ainsi que par les médias,

qui sont organiquement liés à de grands conglomérats en particulier ceux du bâtiment et du transport maritime. Un des principaux objectifs de cet assaut était de manipuler le résultat des élections. La plupart des forces politiques ont essayé d'impliquer la Coalition de la gauche radicale en formant un gouvernement de coalition ayant pour mandat de renégocier certains aspects du *Mémorandum* et pour perspective de s'en dégager en deux ans. C'est clairement une manipulation du résultat électoral, puisque la Coalition de la gauche radicale a été élue sur la base d'une annulation immédiate du *Mémorandum* et des accords de prêt qui lui sont liés ainsi que des mesures d'austérité qui les accompagnent, et non sur la base de la poursuite des mêmes politiques avec des modifications mineures.

Un signe de la façon dont le PASOK et la ND se consacrent à la mise en œuvre du programme d'austérité du *Mémorandum*, c'est leur refus direct de geler les mesures d'austérité qui devraient être sanctionnées mi-juin. Celles-ci comprennent de nouvelles coupes de 11,5 milliards d'euros dans les pensions, les prestations sociales et des fermetures d'écoles et d'hôpitaux. Pour cela, il faut ajouter des réductions de 15% des salaires et des augmentations des prix de l'électricité et des transports publics. Parallèlement, le système bancaire est consolidé avec 50 milliards d'euros supplémentaires (jusqu'à aujourd'hui, le système bancaire a perçu 150 milliards d'euros, tandis que sa valeur est estimée à environ 4 milliards d'euros), sans aucun dispositif de contrôle public des banques qui offrirait les conditions d'une mise en œuvre d'une politique sociale. Pire, l'assaut est livré sur les relations de travail, par la suppression des contrats salariaux sectoriels. Selon les données fournies par l'institut de recherche de la Confédération générale grecque des travailleurs, jusqu'à la fin de cette année huit salariés sur dix dans le secteur privé auront des contrats de travail privés, ce qui se traduira par de nouvelles baisses de salaires allant de 20 à 48% %.

La bataille électorale qui nous attend a une importance historique non seulement pour la gauche grecque, mais pour tous les travailleurs d'Europe. La Coalition de la gauche radicale tient bon sur son terrain dans la bataille contre la barbarie néolibérale et continue de se battre, malgré toutes les difficultés, pour une gauche unie et totalement rassemblée, prête à prendre le pouvoir et à mettre un terme à la course à la catastrophe en Grèce et en Europe .

**Après la Conférence de Bruxelles sur "l'UE en Crise"**

## **Un pas en avant dans le mouvement pour une Europe sociale**

*Kenneth Haar, Corporate Europe Observatory*

Depuis plusieurs années, la réponse de l'Union européenne à la crise a été d'austérité, les attaques contre les droits sociaux, et une pléthore de nouvelles lois qui permettent aux fonctionnaires non élus de la Commission d'influencer les politiques économiques par le biais de procédures technocratiques et profondément antidémocratiques. Ce ne sont pas seulement les Grecs qui sont dans la tourmente, c'est chacun de nous. Il y a quelques petites lueurs d'espoir çà et là, mais on a terriblement besoin qu'émerge un mouvement européen pour relever le défi et transformer les alternatives en réalité.

L'urgence d'un changement de direction a été exprimée explicitement lors d'une conférence à Bruxelles, organisée par le *Corporate Europe Observatory* (CEO), en coopération avec *Transnational Institute* (TNI) pour débattre de « L'Europe en crise, analyse, résistances et alternatives », voir: <http://www.corporateeurope.org/eu-crise-analyse-Résistance-et-alternatives-entreprise-europe>

Environ 250 militants de tous les États membres, notamment des syndicalistes, des écologistes, des économistes et des citoyens en colère ont condamné le traité d'austérité comme une attaque contre les droits sociaux et la démocratie ; ils ont approuvé une déclaration appelant à un changement de cap radical.

Pour soutenir l'appel, s'est constitué un nouveau réseau pan-européen pour s'opposer au traité et à faire campagne contre les autres mesures du modèle néo-libéral autoritaire imposées depuis Bruxelles.

### **Le réseau a deux objectifs fondamentaux.**

D'abord, il va poursuivre et approfondir le débat sur la stratégie et les alternatives, et pour une analyse partagée. La conférence a montré qu'il existe aujourd'hui une base solide pour un terrain d'entente entre les mouvements sociaux. Avec un peu plus de travail, et d'habileté. La nécessité d'une meilleure réponse politique pour contrer le mythe largement répandu selon lequel il n'y a pas d'alternative, a été exprimée à plusieurs reprises lors de la conférence.

Deuxièmement, il sera partie prenante d'un plus large effort pour renforcer les mouvements sociaux de résistance pan-européenne à l'émergence dans l'UE d'un régime autoritaire de gouvernance économique néolibérale mis en œuvre depuis le début de l'Euro-crise.

À l'heure actuelle, les décideurs de l'UE accordent peu d'attention aux mouvements sociaux. Quelle que soit la force des mouvements sociaux au niveau national, leurs exigences sont aisément ignorées à Bruxelles.

La conférence est un signe encourageant du développement à l'échelle européenne de l'opposition à la réponse de l'UE à la crise économique. Elle a montré qu'il existe aujourd'hui des expériences prometteuses de construction d'une convergence européenne - la plupart (sinon toutes) étant complémentaires ; en particulier l'Alter-sommet organisé par les différents acteurs avec la Joint Social Conference, et Florence + 10, en Italie.

Espérons que, d'ici la fin de cette année, nous n'aurons pas seulement des milliers d'initiatives, des centaines de manifestations, des dizaines de coalitions, mais aussi un véritable mouvement européen pour une Europe sociale qui fasse la différence dans les années à venir.

## **Manifestations de masse et rassemblements civiques spontanés**

### **Le Printemps de Prague 2012**

*Jiří Málek, SPED, Prague*

La place Venceslas a été le site de manifestations de masse et de rassemblements civiques spontanés. Elle est aussi le symbole de l'identité patriotique et nationale. C'est pourquoi, tout événement civique, politique ou culturel qui se produit à cet endroit a des répercussions majeures.

Fin avril de cette année, plus de 100 000 personnes se sont pressées sur la place pour prendre part à l'une des plus grandes manifestations depuis 1989. Une même idée a conduit à se retrouver pour ce rassemblement : la République tchèque ne doit pas continuer à être gouvernée comme elle l'est aujourd'hui. La manifestation a été le point culminant du mécontentement de la population civile par rapport à l'orientation prise par la société sous la direction de la coalition de droite néolibérale. L'élément fédérateur comportait trois exigences: « l'arrêt des réformes insidieuses et anti-sociales ; la démission du gouvernement et des élections anticipées ».

Cette manifestation civique a été organisée par les syndicats, les initiatives civiles et des groupes d'intérêt. Les manifestations ont mis en évidence la force réelle des différents acteurs politiques. Les syndicalistes avaient de bonnes raisons d'être satisfaits. Ils ont montré qu'ils sont en mesure de préparer une grande manifestation en termes de contenu et de communication ainsi que en termes d'organisation et de logistique. Le rôle joué par les initiatives civiles était bien moindre mais toujours significatif. Les partis politiques d'opposition (les sociaux Démocrates et les communistes) sont délibérément restés sur la touche. Ils y ont également été contraints, par l'attitude « anti-parti » d'une grande partie de l'opinion publique critique.

Le déroulement de la manifestation et la manière dont elle a été couverte par les médias ainsi que la façon dont elle a été traitée en termes techniques et organisationnels sont sans aucun doute un grand succès pour les organisateurs. Il est également évident, toutefois, qu'elle ne débouche sur aucun changement immédiat ni même sur la réalisation de la moindre exigence des manifestants. Il n'y a pas non plus le moindre signe que les élites gouvernementales changent d'avis de si tôt. Quand le gouvernement a évoqué certaines mesures correctives, il s'agissait avant tout de répondre aux idées mises en avant par les responsables européens actuels plutôt que de répondre aux exigences des manifestants. Après tout, même les Tchèques de droite reconnaissent que couper la voie à une quelconque croissance correspond à la quadrature du cercle économique.

La manifestation a rassemblé les mécontents. Les enquêtes sociologiques montrent que plus des trois quarts de la population de la République tchèque ne sont pas contents du gouvernement, de son programme de responsabilité budgétaire » et de la mise en œuvre pratique de ce programme. C'est ce sur quoi s'accordent les citoyens. Néanmoins, ils ne savent pas du tout comment procéder, parce qu'il n'y a pas de projet de développement de la société réaliste, crédible et acceptable pour la majorité des citoyens. L'opinion prévaut parmi les citoyens que ce mécontentement n'est pas un rejet du capitalisme en soi. La majorité souhaite que le capitalisme soit « rectifié ». Sans aucun doute, ce qui réunit les masses est le concept d'État-providence, à partir du point de vue occidental quelque peu idéalisé qui a prévalu derrière le rideau de fer dans les dernières décennies du siècle dernier. L'idée de changement radical, qu'elle soit basée sur les idées des forums sociaux, les initiatives civiles ou les forces critiques radicales, de gauche, communistes ou d'autres projets anti-capitalistes, concerne environ un sixième de la population.

Quelle est la dimension européenne de la situation tchèque ? Il est incroyable de voir à quel point on connaît peu dans ce pays la réalité européenne des conflits sociaux et politiques actuels. Parallèlement, même un rapide coup d'œil sur les situations économiques et géopolitiques montre clairement que la situation de la République tchèque est fondamentalement liée à la situation qui prévaut dans toute la région d'Europe centrale avec la domination évidente de l'Allemagne, quelques acteurs mondiaux importants et les représentants de puissants groupes capitalistes internationaux. Même lors des préparations des interventions anti-gouvernementales ou dans les discussions au sein des initiatives civiles et des syndicalistes, il n'est pas fait mention du fait que nous sommes partie prenante d'un conflit social entièrement européen. Nous entendons fréquemment des déclarations soi-disant patriotiques et des appels à se ranger sous une bannière nationale. Certes, cela ne signifie pas un développement du nationalisme, mais cela traduit l'étroitesse du point de vue concernant les problèmes intérieurs en négligeant leurs dimensions européennes. C'est comme si les gens pensaient – avec l'aide et les encouragements de certains leaders politiques - que nous vivons sur une île isolée. Au contraire, notre objectif doit être de participer aussi activement que possible à l'élaboration d'une stratégie de gauche européenne, de mettre en débat une

perspective pour l'Europe centrale ainsi que notre expérience de l'époque socialiste et nos expériences spécifiques de destruction impitoyable des fondements de l'État social. L'internationalisme des travailleurs n'est pas mort. C'est, au contraire, une condition sine qua non pour l'avenir.

Nous sommes au cœur d'un conflit qui a un impact de plus en plus fort sur la société tchèque avec une montée des tensions dans de nombreuses directions. L'absence de bases pour construire et de débat civique pourrait tourner à l'avantage de certaines solutions plutôt que d'autres. Les enquêtes d'opinion montrent que la gauche gagne en force, qu'il s'agisse des sociaux-démocrates ou des communistes. Par ailleurs, la droite néolibérale est également mobilisée et brandit le spectre du retour des communistes et au moins de leur participation au pouvoir. Un automne torride s'annonce. Outre les élections régionales, qui, sans aucun doute, permettront de juger la politique de l'actuel gouvernement de droite, ce sont aussi des élections pour renouveler un tiers du sénat qui devraient permettre aux sociaux-démocrates de renforcer leur majorité ; des élections parlementaires anticipées pourraient également être à l'ordre du jour. Le nouveau gouvernement de coalition qui a été bricolé doit encore affronter plusieurs champs de mines politiques, ce qui pourrait amener sa chute. Restitutions d'églises massives, approbation définitive des réformes sur les pensions, la santé et la fiscalité, et plusieurs affaires de corruption pourraient faire sombrer non seulement quelques personnalités politiques mais aussi tout un parti au pouvoir. Mais c'est une autre histoire.

En conclusion, il est possible de dire que le printemps tchèque a remporté un premier succès, mais, la victoire finale reste incertaine.

## **Rapport sur le séminaire organisé par le groupe de travail de transform! Bruxelles**

# **Marchés du travail et emploi : Crise dans l'Union européenne**

**Bruxelles, 25 avril 2012**

*Francine Mestrum, animatrice du Séminaire Global Social Justice et transform! Bruxelles*

La situation actuelle présente de nombreux paradoxes. Après l'échec des politiques néolibérales du Consensus de Washington imposées il y a trente ans aux pays du tiers monde endettés, ces mêmes politiques sont aujourd'hui introduites en Europe occidentale. Les politiques de « réduction de la pauvreté » qui les ont accompagnées depuis les années 1990 ont également échoué et les inégalités se sont développées partout. C'est ce qui explique pourquoi beaucoup d'organisations de l'ONU mettent une fois de plus en avant la protection sociale universelle et même la transformation de la protection sociale. L'OIT adoptera probablement en juin 2012 une recommandation sur un plancher de protection sociale couplée à sa campagne pour une couverture de sécurité sociale universelle. Mais encore une fois, dans l'Union européenne, le démantèlement des États-providence est en cours, comme s'il n'y avait rien à apprendre des expériences négatives du tiers monde.

Ces politiques néolibérales, avec leurs privatisations, dérégulations et la destruction du droit du travail créent constamment de la pauvreté, alors qu'une lutte sérieuse contre la pauvreté doit commencer par freiner les processus de paupérisation, particulièrement avec la meilleure prévention possible contre la pauvreté qu'est la protection sociale.

Le chômage dans l'Union européenne est aujourd'hui de plus de 10%, avec des pics de près de 25% en Espagne, plus de 20% en Grèce et 15% au Portugal. Le chômage des jeunes est en hausse et atteint 21% dans l'Union européenne, avec des pics de près de 50% en Espagne,

45% en Grèce et 35% au Portugal. Même dans la riche ville de Bruxelles, il se situe autour de 45%.

Les jeunes souffrent également de bas salaires et ils constituent un nombre disproportionné des travailleurs pauvres dans le monde. Partout, ils sont les derniers à avoir du travail et les premiers à le perdre.

Néanmoins, comme l'a souligné de Philippe Pochet (Directeur de l'Institut syndical européen - ETUI), les discours sociaux dans l'Union européenne continuent à se focaliser sur la pauvreté et la pauvreté des enfants et ignorent totalement les inégalités. Aujourd'hui, nous devons nous pencher sur des études de l'OCDE pour trouver plus de données sur les inégalités. Et l'OCDE admet même qu'elle s'est trompée dans le passé. L'UE ne semble pas entendre ce message.

L'ETUI vient de publier une étude sur le démantèlement du droit du travail dans l'Union européenne. Il révèle que celui-ci n'a rien à voir avec les problèmes d'endettement. Il s'agit d'une attaque massive contre les droits collectifs et les institutions qui ont pu dans le passé promouvoir une plus grande égalité. C'est très probablement dû à la fenêtre d'opportunité offerte aux gouvernements et à la dévaluation sociale qu'ils mettent en oeuvre dans le cadre de l'Union Économique et Monétaire.

Aujourd'hui, la situation politique est devenue beaucoup plus difficile à cause de la Commission néo-libérale qui peut être accusée d'une sorte d'autisme. Dans le passé, les grands pays ont eu deux commissaires dont l'un était social-démocrate. Cet équilibre a disparu et depuis que la plupart des gouvernements sont maintenant de droite, l'idée de l'intégration européenne elle-même est de plus en plus menacée.

La crise européenne doit être replacée dans le contexte de l'évolution des relations internationales et de l'évolution des modes de production et d'accumulation capitalistes, souligne Walter Baier (coordinateur de transform! Europe). Le modèle de civilisation productiviste est aussi en crise. Ce sont des causes structurelles profondes qui, si elles ne sont pas réglées rapidement, auront des conséquences très graves dans un proche avenir.

C'est l'État-providence qui est en jeu ainsi que l'intégration européenne. Les changements sociaux et économiques souhaités par les néolibéraux ne pourront jamais être mis en œuvre avec des syndicats forts et avec le modèle social existant. Il s'agit d'un projet bien planifié et est moins irrationnel qu'il n'y paraît.

Face à cette logique, qui conduit également à plus de nationalisme, nous devons opposer une autre logique. Nous avons besoin d'une large alliance des forces de gauche, des syndicats et des représentants politiques. Nous devons inventer une autre histoire, puisque nous ne pouvons pas retourner dans le passé. Mais nos positions doivent être très claires.

Céline Moreau (Jeunes FGTB) souligne les problèmes spécifiques des jeunes. Le gros problème n'est pas l'inadéquation des compétences mais le nombre insuffisant de bons emplois. En outre, les employeurs en Belgique ne respectent pas leur obligation d'organiser des formations. Il est très paradoxal que les personnes âgées soient obligées de travailler plus longtemps alors que les jeunes n'ont pas accès au marché du travail. Le chômage des jeunes est aujourd'hui un problème structurel, les jeunes devraient avoir de meilleures possibilités que des stages ; il faudrait créer plus d'emplois.

En ce qui concerne la Grèce, Panayota Maniou (Parlement européen) souligne à quel point la situation est tragique. Ce n'est pas par hasard, bien sûr, que les pays du Sud ont été attaqués en premier, car leurs États-providence sont les plus faibles. Les salaires minimums ont baissé de 22% et ceux des jeunes de 32%. Beaucoup de gens sont en train de quitter le pays, ce qui

conduit à un grave exode des cerveaux. Le plus urgent est de faire comprendre que cela nécessite une lutte collective pour l'éducation, les soins de santé, l'emploi, les droits sociaux.

Dans la discussion, les questions principales ont concerné la crédibilité d'une possibilité d'alternatives et la question de savoir si c'est une stratégie délibérée qui est actuellement mise en œuvre. Nombreux sont ceux qui acceptent le discours dominant de réduction des dépenses budgétaires afin de sauver l'avenir de l'État-providence. En Allemagne, il y a divergence d'opinions entre les élites sur la nécessité ou non de sauver l'euro et l'intégration européenne. Mais le fait est que l'accent néolibéral des politiques actuelles n'est pas propre à l'Union européenne et à ses institutions, mais qu'il est partagé par tous les gouvernements. En d'autres termes, ce n'est pas le changement d'échelle qui est en cause, mais l'idéologie elle-même.

## **Occupez le patriarcat ! Participez !**

### **2<sup>ème</sup> grande mobilisation de la Plate-forme 20 000 femmes à Vienna**

*Heidemarie Ambrosch, transform! europe*

Sous ce mot d'ordre et avec plus de 60 tentes, le Ring de Vienne a été occupé par des femmes, pendant 10 heures, le 12 mai. « Avec cette action dans l'espace public, nous nous situons par rapport aux mouvements sociaux du monde entier qui luttent pour un monde démocratique et juste et ne sont pas prêts à accepter les conséquences de la crise économique, financière et politique actuelle », affirme l'appel à « la cité des tentes ».

C'était la deuxième grande mobilisation de la plate-forme 20 000 Femmes / Plattform 20 000 Frauen qui s'était déjà rassemblée, il y a deux ans, en un vaste mouvement de la société civile et qui, entre-temps, s'est imposée comme acteur de la politique à l'égard des femmes, pas seulement en rendant visibles dans l'espace public les carences des politiques concernant les femmes par de petites interventions tout au long de l'année, mais aussi en lançant des débats de fond par l'organisation de symposiums en collaboration avec le Ministère des Affaires des Femmes – reconnaître les intérêts communs ne doit pas masquer les différences existantes.

En tant que membres d'une nation riche et industrialisée, nous sommes privilégiés et dans nos luttes pour avoir notre part du gâteau, nous ne pouvons pas ignorer que ce gâteau est confectionné en exploitant les ressources d'autres pays et leurs populations. Nos luttes pour un emploi correct et les salaires doivent garder à l'esprit que cela s'effectue souvent en déplaçant les charges de travail de reproduction sur les épaules des femmes migrantes. Cette réalité est prise en compte dans le texte de la plate-forme qui peut être compris comme exprimant les intérêts de toutes les femmes concernées. Ce texte a été traduit en 7 langues et peut être téléchargé sur : <http://zwanzigtausendfrauen.at/2011/04/plateforme-20000-femmes/>  
On peut constater les différences qui existent en notre sein quand il est question d'exigences, de stratégies de changement ou également de possibilités objectives de les porter dans les institutions publiques ou spécifiques et de provoquer des débats et des évolutions dans le discours. Derrière tout cela, il y a, bien sûr, une différence fondamentale concernant l'appréciation de la situation politique actuelle entre les pôles d'une critique immanente au système et une qui le transgresse.

Déjà, la manifestation du 19 mars 2011 avait montré que cette alliance très hétérogène pouvait toucher des groupes de femmes entièrement nouveaux ; un bon nombre étaient descendues pour la première fois de leur vie dans la rue pour leurs préoccupations et elles ont pu faire l'expérience qu'elles n'étaient pas seules. Ainsi, la plate-forme est un espace offert aux femmes permettant d'articuler leurs débats et de se situer les unes par rapport aux autres.

Sachant que s'il n'y a pas une pression suffisante de la gauche, un maelström va emporter le

centre vers la droite, je pense que, par la coopération de groupes très hétérogènes, la plate-forme 20 000 femmes a réussi à mettre en avant les questions féministes et de gauche – grâce au radicalisme de la théorie féministe. La Gauche du pays pourrait bien le prendre en exemple et tirer un enseignement de ces pratiques féministes.

## **transform! europe**

# **Réseau ACADEMIA**

### **Qui sommes-nous ?**

transform!europe est un réseau européen pour une pensée alternative et un dialogue politique constitué de 23 organisations de 17 pays, actives dans le domaine de l'éducation politique et de l'analyse scientifique critique.

Dans le contexte de la crise dramatique, s'offrent de nouvelles potentialités de coopération entre les chercheurs de gauche et la Gauche européenne ; il y a urgence à construire une dynamique politique et intellectuelle en faveur d'une rupture avec la logique néolibérale. La lutte pour une nouvelle hégémonie culturelle devient essentielle dans le domaine intellectuel et politique. À cet effet, transform! souhaite mobiliser ses ressources afin de favoriser de nouvelles coopérations fructueuses.

### **Qu'est ce que le réseau Academia ?**

Il s'agit d'un projet lancé en mars 2012 de création d'un vaste (sur les plans géographique et thématique) réseau européen d'universitaires de gauche afin de contribuer à lutter contre l'hégémonie de la pensée néolibérale.

A cet effet, nous sommes en train de créer une plate-forme virtuelle (un intranet avec accès limité), où les universitaires pourront interagir, partager des renseignements, des publications et développer des projets communs.

Parallèlement, à moyen terme, nous voulons rendre cette riche base de données accessible aux militants sociaux et politiques, aux politiques de la Gauche européenne, GUE / NGL, aux parlementaires de gauche et aux conseillers locaux.

### **Quand?**

Cette plate-forme virtuelle devrait pleinement opérationnelle d'ici septembre 2012.

### **Contact pour plus amples informations :**

Projet Réseau ACADEMIA transform!europe, 4 rue Rouppe, 1000 Bruxelles +32 (0) 2.265.46.60 academia@transform-network.net <http://www.transform-network.net>

## **Appel à la solidarité**

# **Camarades!**

**Aujourd'hui, nous, militants d'organisations de gauche de Russie, nous faisons appel à votre solidarité et à votre soutien !**

En Russie, s'est déclarée une lutte ouverte entre un vaste mouvement démocratique et le régime oligarchique, autoritaire et corrompu. Les autorités ont truqué les résultats des élections parlementaires et présidentielles de décembre 2011 et mars 2012. Les pressions pendant la campagne électorale n'ont permis qu'à un petit nombre de politiques honnêtes de prendre part à la compétition électorale.

L'abus manifeste concernant les libertés civiles et les droits démocratiques a conduit à des

manifestations de masse dans les rues, alimentées par l'indignation provoquée par le scandale du scrutin électoral et la désaffection croissante à l'égard du régime néolibéral de Vladimir Poutine. La protestation a explosé dans une manifestation de plusieurs milliers de participants. La police et les forces de police spéciale ont dispersé la manifestation qui s'est tenue à Moscou à la veille de l'intronisation présidentielle.

Après avoir dispersé la manifestation pacifique, le régime s'est attaqué aux leaders du mouvement civil. Deux d'entre eux, Sergey Udaltsov et Alexey Navalny, courent le plus de risque actuellement. Ils sont actuellement détenus administratifs et accusés d'organisation de troubles de masse. Il y a un risque réel que des procédures pénales soient intentées à leur encontre et que des sentences de prison à long terme s'ensuivent.

La répression contre Sergey Udaltsov pourrait avoir les plus graves conséquences sur le mouvement de gauche en Russie puisque Sergey est l'un des leaders du mouvement Front de gauche, probablement l'une des organisations socialistes de Russie les plus importantes et réputées aujourd'hui. Udaltsov est vraiment devenu la figure centrale de la protestation civique et son influence personnelle est extrêmement importante. Pour les autorités, il symbolise la menace de rébellion de masse et organisée contre la dictature du grand capital et, pour beaucoup d'entre nous, son nom symbolise la lutte pour l'avenir démocratique et social de la Russie.

Sergey Udaltsov fait une grève de la faim depuis plus d'une semaine. Sa santé est en danger, et la police politique russe fait pression sur les médecins pour les obliger à lui refuser des soins hospitaliers. En fait, il s'agit de décourager ou de tuer notre camarade. Dans le même temps, ils projettent de l'accuser à tort et de lancer plusieurs affaires pénales contre lui.

**Camarades! Nous avons besoin de votre solidarité et de votre soutien!** Nous nous adressons aux partis et organisations de gauche, aux militants sociaux et civiques, et à tous ceux qui sont concernés par la lutte pour les droits sociaux et civils en Russie. Organisez des actions publiques en face des missions diplomatiques russes de votre pays pour demander d'arrêter l'arbitraire et la répression contre Sergey Udaltsov et d'autres militants civiques de notre pays ! Nous demandons aux députés des partis de gauche et démocratiques de faire des déclarations solennelles en faveur de Sergey Udaltsov. Nous demandons aux organisations des droits humains de le reconnaître comme prisonnier de conscience.

Contactez : Carine Clément [carine\\_clement@hotmail.com](mailto:carine_clement@hotmail.com)

## Annonces

**L'UE et la Gauche en temps de crise**

**Stratégie de gauche entre les Symplegades des arènes politiques nationales et internationales**

**Séminaire de Portaria/Grèce, 16-18 juillet**

*Vagia Lysikatou, chercheur, Institut Nicos Poulantzas*

Un séminaire international de trois jours élaboré par le NPI et organisé par le réseau transform! Europe en collaboration avec la Fondation Rosa Luxemburg aura lieu du 16 au 18 juillet avant l'Université d'été de la Gauche Européenne qui se tiendra à Portaria (Pilion), en Grèce, cet été. Le séminaire est organisé dans le cadre du programme d'initiatives sur les

« Perspectives stratégiques des partis radicaux de gauche en Europe ».

L'objectif du séminaire intitulé « L'UE et la gauche en temps de crise : Stratégie de gauche entre les Symplegades des Arènes politiques nationales et internationales », est de conclure les études menées dans la première phase du projet de recherche "Perspectives stratégiques des partis radicaux de gauche en Europe ».

Selon l'ébauche de programme du séminaire, le premier jour seront abordées les questions suivantes : intégration de l'UE et défis que ce processus fait peser sur les stratégies des partis de gauche dans le cadre de la crise actuelle, relation entre la démocratie et le capitalisme à la lumière des nouvelles tâches de la gauche dans le cadre de la concentration du pouvoir au niveau européen qui constitue un nouvel environnement post-démocratique. La deuxième journée comprendra des sessions portant sur la crise de la représentation politique, avec la crise des systèmes de partis et comment cela ouvre la possibilité d'une transformation à gauche au niveau national et européen. Le séminaire se conclura le troisième jour par un débat sur les perspectives d'un programme commun des forces radicales de gauche européennes.

Avec les exposés théoriques centraux faits sur chaque question, toutes les séances comprendront des études de cas basées sur un questionnaire commun. Selon le programme initial du séminaire, les études de cas doivent être remises avant le 30 mai, pour préparer et présenter au séminaire une évaluation comparative préliminaire des données.

En même temps que les interventions théoriques centrales sur chaque question, toutes les séances comprendront des études de cas basées sur un questionnaire commun. Selon la planification initiale du séminaire, les études de cas doivent être remises avant le 30 mai, pour préparer et présenter au séminaire une évaluation comparative préliminaire des données.

Les participants au séminaire comprendront, notamment, outre des membres et des chercheurs du réseau transform!, des universitaires dont les intérêts s'inscrivent dans la problématique. Les participants seront annoncés sous peu avec le programme final du séminaire.

### **Programme provisoire :**

#### **Lundi, 16 juillet**

09.00-09.30 Ouverture

#### **09.30-10.30 Première séance**

UE : Dissolution ou intégration autoritaire ? Anciennes et nouvelles stratégies de la Gauche européenne.

10.30-11.30 Discussion

1.45-12.45 rapports des pays

12.45-13.45 Discussion

#### **15.30-16.30 Deuxième séance**

Sauver la démocratie en Europe : les partis et les mouvements de gauche contre l'austérité et la répression.

16.30-17.30 Discussion

17.45-18.45 rapports des pays

18.45-19.45 Discussion

#### **Mardi, 17 juillet**

#### **09.30-10.30: Troisième séance**

*Classes et lutte de classes pendant la crise : Nouveaux défis pour la gauche Européenne*

10.30-11.30 Discussion

11.45-12.45 rapports des pays

12.45-13.45 Discussion

#### **15.30-16.30 Quatrième séance**

*Pour une réponse de Gauche à la crise: tension dialectique entre niveau national et européen*  
16-30-17.30 Discussion  
17.45-18.45 rapports des pays  
18.45-19.45 Discussion

**Mercredi, 18 juillet**

**Table ronde** : Stratégie de gauche et défi des politiques anti-systémiques : lutte pour l'hégémonie sur la scène politique européenne

**« Peuples d'Europe, Unissez-vous ! »**

## **7ème Université d'été de la gauche Européenne et de transform! europe**

**Portaria/Greece, 18-22 July 2012**

Cette année, l'Université d'été du Parti de la Gauche Européenne et de transform! Europe aura lieu à Portaria, près de Volos, en Thessalie, Grèce, du 18 au 22 juillet. La première journée sera organisée par le Réseau féministe de la Gauche Européenne (EL-FEM).

Située à l'épicentre de la crise, cette université d'été aura la crise comme thème transversal. Les effets des mesures d'austérité dans toute l'Europe, la paupérisation de la société, mais aussi la grande résistance populaire et les mobilisations importantes dans plusieurs pays, soulignent ce qui se trouve dans la page que les peuples européens sont en train de tourner à ce moment nouveau de l'histoire.

En coopération avec les partis grecs membres de la Gauche Européenne, Synaspismos et AKOA, l'Université d'été vise à rassembler les jeunes militants et membres des partis et les mouvements sociaux de toute l'Europe, pour des débats sur les questions politiques et sociales. Durant les ateliers et les plénières, les participants partageront leurs expériences et discuteront des politiques et initiatives nécessaires pour construire une alternative en Europe.

Le programme définitif avec les intervenants sera publié prochainement sur [www.european-left.org/](http://www.european-left.org/) et [www.transform-network.net](http://www.transform-network.net)

### **AVANT-PROJET DE PROGRAMME**

**Mardi 17 juillet**

**Journée consacrée au genre féminin** (organisée par EL FEM)

Après-midi : *care-work* et *care-economy* au cœur de nos luttes pour une société humaine

**Mercredi 18 juillet**

10.00-13.00 Poursuite du débat de mardi

17.00-18.00 Ouverture et messages de bienvenue

18.00-20.30 **1er axe thématique : Construire la solidarité pendant la crise. Vers une nouvelle société**

Séance plénière : 2 présentations théoriques, 6 présentations par des réseaux de solidarité (témoignages, pratiques, alliances, réalisations et problèmes), discussion

20.30 Dîner

**Jeudi 19 juillet**

## **2ème axe thématique: Contre le capitalisme autoritaire. Pour une Europe démocratique, sociale, écologique et féministe**

09.00-11.00 : LGBT + Séminaire

11.00-14.00 : Séance plénière : crise, domination néolibérale et post-démocratie ; 5 présentations, discussion

14.00-15.45 : Lunch

16.00-18.00 : Séminaires :

1. Le féminisme est-il dépassé ou en avons-nous encore besoin ?
2. Rendre la démocratie effective
3. L'écologie (« le dépassement de la crise écologique ») : propositions radicales pour un développement alternatif
4. Lutte idéologique à propos de l'histoire. S'opposer au révisionisme historique

18.00-18.30 Pause café

18.30-21.00 Séminaires :

1. Les jeunes dans la crise: Précarité et action collective
2. Immigrants : Solidarité, action collective et lutte de classe commune
3. Culture et crise
4. La montée de la droite nationaliste, autoritaire et raciste en Europe. Quels défis pour la gauche ?

21.00 Dîner

### **Vendredi 20 juillet**

#### **3ème axe thématique: L'avenir de l'Europe –L'Europe et le monde**

10.30-13.30 Séance plénière : La crise en Europe, partie prenante de la crise mondiale  
4 présentations, discussion

13.30-15.30 Lunch

16.00-18.00 séminaires:

1. Nord Vs Sud / Ouest Vs-Est : Déconstruire les stéréotypes
2. Crise européenne et évolution du paysage politique
3. La zone euro est-elle durable ?
4. Au-delà du capitalisme (I): Changer nos pays, l'Europe et le monde

18.00-18.30 Pause café

18.30-21.00 Séminaires :

1. Les effets géopolitiques de la crise
2. Intégration ou désintégration?
3. Au-delà du capitalisme (II): Changer nos pays, l'Europe et le monde

21.00 Dîner

### **Samedi 21 juillet**

**4ème axe thématique : « Nous sommes unis »** Coopérations entre partis, syndicats et mouvements sociaux au niveau national et européen

10.30-13.30 Séance plénière : 8 présentations, de discussions

13.30-15.00 Lunch

15.30-18.30 Séminaires :

1. Séminaire théorique
2. Les syndicats européens: relèvent-ils le défi?
3. « Nous sommes 99% » : émergence d'acteurs sociaux durant la crise

19.00-20.00 : Clôture de la EL SU

20.30 Dîner et fête populaire sur la place de Portaria

### **Dimanche 22 juillet**

Matin : Départ des bus pour les aéroports internationaux d'Aghialos, Athènes et de Thessalonique.

<b>LOGISTIQUE DE L'UNIVERSITÉ D'ÉTÉ</b>	<b>INSCRIPTION</b>
<p>Les frais de participation (4 nuits, 3 repas par jour inclus) sont les suivants :</p> <p>Coût par personne dans une chambre simple : 250 Euro Coût par personne en chambre double : 150 Euro Coût par personne dans une chambre triple : 120 Euro</p> <p>Pour ceux qui participent au séminaire organisé par le réseau EL-FEM le 17 Juillet ou qui arrivent plus tôt ou partent plus tard, coût de chaque jour d'hébergement supplémentaire (y compris 3 repas par jour) :</p> <p>Chambre double et triple : 40 euros par personne Chambre simple : 65 euros par personne</p>	<p>Pour l'inscription et au plus tard le 11 juin 2012, voir sur :</p> <p><a href="http://www.european-left.org/">http://www.european-left.org/</a></p> <p>Si vous avez d'autres questions, contactez-nous à l'adresse e-mail suivante :</p> <p><a href="mailto:elsummeruni2012@gmail.com">elsummeruni2012@gmail.com</a></p>

## **Nouvelle Parution**

### **Revue *transform!* N°10**

L'édition anglaise de la revue *transform!* N°10 vient de sortir. L'édition en français paraîtra début juillet. Le dossier porte sur la démocratie.

### **Édition en français : Avant projet de sommaire**

#### **Pour une stratégie alternative de gauche**

Bob Jessop : Stratégie de gauche

Francisco Louça : Portugal : conséquences d'une sortie de l'euro

CMS : Les impasses du réformisme

Dieter Klein : Réflexions sur un Récit actuel de la Gauche.

#### **La Démocratie**

##### **Démocratie en crise**

Hervé Kempf : De l'oligarchie au nouveau cours de la politique mondiale

Constaninos Tsoukalas : Démocratie en crise

Walter Baier : Danger à droite

Franco Russo : L'UE, l'envol de la démocratie

##### **Agir pour la démocratie**

Joachim Bischoff, Richard Detje : La démocratie économique

Walter Baier, Elisabeth Gauthier : Refonder l'Europe sociale et démocratique

Rena Dourou : Grèce : Gauche, jeunesse et projet politique

Janine Guespin-Michel : Quelle science pour quelle démocratie ?

Christian Pilichowski : La solidarité internationale en action

#### **Crise et alternatives en Europe**

Tregor Evans : Réponse progressiste européenne à la crise dans la zone euro  
Jacques Rigaudiat : Pouvons-nous définir un « new deal » européen pour le XXIème siècle ?  
Steffen Lehndorff : Le triomphe des fausses bonnes idées  
François Calaret : La gauche à l'épreuve de l'Europe  
Christiane Marty : les femmes face à la crise et à l'austérité  
Joint Social Conference : Résister à la Dictature de la Finance –Reconquérir la Démocratie et les Droits Sociaux ! Déclaration politique & actions coordonnées – JSC 2012  
Claudia Ernst, Lorenz Kraßmer : Politique d'immigration européenne  
Manuela Kropp, Anna Striethorst : La migration des Roms au sein de l'Union Européenne

## **Elections et mouvements en Europe et dans le monde**

Michel Vakaloulis : Elections en Grèce  
Philippe Marlière : Les élections en France  
Horst Kahrs : Des Pirates à Berlin  
Gabi Habashi : Egypte : Quel type de démocratie ?  
Carine Clément : ce qui fait la force du mouvement contre les fraudes électorales à Astrakhan  
Dominique Bari : Chine : défi social et écologique

### **Pour commander la revue**

*transform! Revue européenne pour une pensée alternative et un dialogue politique* est publié deux fois par an. Le numéro peut être commandé au prix de 8 euros.

Un abonnement à 15 euros (port compris) peut être souscrit pour les deux numéros annuels

c / o VSA-Verlag

St. Georgs Kirchhof 6

D-20099 Hambourg, Allemagne

e-mail: [info@vsa-verlag.de](mailto:info@vsa-verlag.de)

ou, pour l'édition en français à Espaces Marx : [Espaces\\_marx@internatif.org](mailto:Espaces_marx@internatif.org)

Version en ligne sur les sites :

<http://www.transform-network.org/>

<http://www.espaces-marx.net/>

**À paraître bientôt :**

## **Livre sur la crise de la dette**

Cette publication est le résultat d'une conférence internationale intitulée « Dette publique et politiques d'austérité en Europe. La réponse de la Gauche Européenne ». La conférence s'est déroulée à Athènes en mars 2011, en coopération avec transform!europe, l'Institut Nicos Poulantzas, le Parti de la Gauche européenne et Synaspismos.

Cet important événement a remporté un grand succès. Environ 800 personnes étaient présentes lors de l'inauguration et plus de 1000 personnes à la clôture. Pendant deux jours entiers, 60 orateurs de 12 pays de l'UE et de l'Équateur ont examiné diverses questions liées à la crise de la dette : les causes, les politiques de l'UE et des différents gouvernements, les résistances et les propositions radicales pour une sortie européenne de la crise. Des universitaires, des économistes, des sociologues, des experts en ce qui concerne la dette, des syndicalistes, des députés, des députés européens, des responsables et des cadres de gauche radicale, des partis communistes, de la gauche socialiste et des verts y participaient.

## **Sommaire**

Elena Papadopoulou, Gabriel Sakellaridi s: Introduction

### **Section 1 - Comprendre la crise de la dette européenne dans une perspective mondiale**

- George Stathakis : La crise mondiale de la dette publique
- Brigitte Unger : Causes de la crise de la dette - Problème grec ou problème systémique ?
- Euclide Tsakalotos : crise, inégalité et légitimité du capitalisme
- Dimitris Sotiropoulos : Réflexions sur la crise européenne de la dette en cours de la dette : Nouvelle perspective théorique et politique

### **Section 2 - Gestion de la crise de la dette par les élites de l'UE et de la Commission européenne**

- Marica Frangakis : De la crise bancaire à l'austérité dans l'UE - Le besoin de solidarité
- Jan Toporowski : Obligations d'État et marché européen de la dette
- Riccardo Bellofiore : Le facteur sonne toujours deux fois : la crise de l'euro dans la crise mondiale

### **Section 3 - Aspects des conséquences de la crise sociale et politique en Europe**

- Maria Karamessini : La crise économique mondiale et l'Union européenne - Implications, politiques et défis
- Giovanna Vertova : Femmes au bord de la dépression : l'impact de la crise sur le genre
- Elisabeth Gauthier : La loi des Marchés : la démocratie à la traîne

### **Section 4 – Les PIGS comme chèvres**

- Portugal : Marianna Mortagua
- Irlande : Daniel Finn
- Grèce : Eric Toussaint
- Espagne : Javier Navascues
- Hongrie : Tamas Morva

### **Section 5 - Surmonter la crise: L'impératif de propositions alternatives**

- Yiannis Dragasakis : Seule une stratégie commune de la gauche européenne permettra une solution radicale
- Kunibert Raffer : Protection contre la faillite et équité pour la Grèce : la mise en œuvre des propositions de Raffer
- Pedro Paez Perez : Perspective latino-américaine sur les politiques d'austérité, la dette et la Nouvelle Architecture financière
- Nicos Chountis : Crise de la dette et stratégies alternatives de la gauche

### **Section 6 - Le rôle crucial de la Gauche Européenne – Interventions politiques**

- Alexis Tsipras : une solution européenne à un problème européen : la crise de la dette, une crise sociale
- Pierre Laurent : Les peuples ne doivent pas payer la crise du capitalisme

## **Abonnez-vous à la newsletter de **transform!****

La newsletter de transform! est publiée chaque mois et constitue un service e-mail gratuit de notre réseau. Elle est envoyée directement dans votre boîte de réception.

Pour vous inscrire ou vous désabonner il suffit d'envoyer un e-mail à : [office@transform-network.net](mailto:office@transform-network.net)

ou consultez notre site web.